

## Investissements Directs Etrangers et industrialisation de l'Afrique

### [ Foreign direct investment and industrialization of Africa ]

*Islem KRIAA<sup>1</sup>, Ridha ETTBIB<sup>2</sup>, and Zied AKROUT<sup>3</sup>*

<sup>1</sup>Etudiante mastère de recherche en finance et développement économique, Université de SFAX, URECA, Institut Supérieur d'Administration des Affaires de Sfax, Tunisia

<sup>2</sup>Assistant en méthodes quantitatives, Université de Sfax, MODILS, Institut Supérieur d'administration des Affaires de Sfax, Tunisia

<sup>3</sup>Maitre de conférences, Université de SFAX, URECA, Institut Supérieur d'Administration des Affaires de Sfax, Tunisia

---

Copyright © 2017 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the **Creative Commons Attribution License**, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

**ABSTRACT:** This article studies the relationship between the foreign direct investment (FDI) and the industrialization. It examines the impact of the FDI on industrial performances in a sample comprising thirty nine African countries within the period extending from 1980 til 2015. The estimation technique hinges upon the generalized method of moments along with instrumentation of variables based on dynamic panel data. On the one hand, the results of different estimations proved that the FDI does not contribute to the industrialization of Africa. Contrarily, the latter has a positive and significant impact on added value by manufacturing integrating interaction variables. On the other hand, the FDI contribute significantly to the amelioration of the added value in the industrial sector. The positive and significant effect characterizes the five African regions in a distinct manner. This disparity is essentially due to the availability of natural resources and the difference in inter-regional economical and political structures. Based on the aforementioned results, it is advisable that African countries reinforce the FDI in favor of industrialization in order to assure an adequate structural transformation of the continent.

**KEYWORDS:** foreign direct investment, industrialization, Africa.

**RESUME:** Cet article propose une étude de la relation entre les Investissements Directs Etrangers (IDE) et l'industrialisation. Il examine l'impact des IDE sur les performances industrielles pour un échantillon de trente neuf pays africains sur la période 1980-2015. La technique d'estimation repose sur la méthode des moments généralisés avec instrumentations des variables basée sur des données de Panel dynamique. Les résultats d'estimation montrent d'une part, que les IDE ne contribuent pas à l'industrialisation de l'Afrique en considérant la variable d'intérêt (IDE) et les variables de contrôles. En revanche, ces derniers ont un impact positif et significatif sur la valeur ajoutée manufacturière en intégrant les variables d'interactions. D'autre part, les IDE contribuent de manière significative à l'amélioration de la valeur ajoutée du secteur industriel. L'effet positif et significatif caractérise les cinq régions africaines, mais d'une manière distincte. Cette disparité est due, essentiellement, à la disponibilité des ressources naturelles et à la différence des structures économiques et politiques interrégionales. A partir des ces résultats, il convient aux pays africains de renforcer les IDE en faveur de l'industrialisation de l'Afrique afin d'assurer une transformation structurelle adéquate du contient.

**MOTS-CLEFS:** Investissements Directs Etrangers, industrialisation, Afrique.

**CODES JEL:** E23, F21, F41.

## **1 INTRODUCTION**

La révolution industrielle est marquée dans l'histoire comme étant l'événement le plus important de la civilisation moderne. Depuis son apparition, plusieurs aspects se sont améliorés tel que les modes de production, la définition du travail, l'organisation de la société... Le terme de "révolution industrielle" est apparu en Grande-Bretagne dans les années 1770-1780 pour se propager ensuite ailleurs : en France, aux Etats-Unis, en Allemagne et au Canada. Pour ces pays en cours d'industrialisation, étant donné que leurs premières expériences étaient longues, on parle alors de l'industrialisation. Cette dernière représente un grand tournant pour ces pays puisqu'elle regroupe des transformations aussi bien techniques que sociales et économiques.

L'industrialisation est définie comme étant le processus de changement rapide de l'industrie permettant le passage d'une société primitive à une société commerciale et industrielle. C'est un grand cycle d'innovation favorisant la dynamique économique dans son ensemble. Elle désigne également le processus de fabrication des produits manufacturiers avec des techniques permettant une forte productivité du travail et qui regroupe les travailleurs dans des infrastructures constantes avec des horaires fixes et un règlement stricte. C'est un processus qui bouleverse les techniques de production.

Historiquement, le lieu géographique de l'industrie manufacturière s'est déplacé du Royaume-Uni vers l'Europe continentale, puis vers les Etats-Unis et plus tard vers le Japon. De nos jours, il migre vers l'Asie Orientale, vers des pays comme la Corée du Sud et la Chine. En 2016, le monde contient trente sept pays industrialisés d'après l'UNICEF.

L'industrialisation était un élément essentiel de développement des forces productives. En effet, l'expérience de certains pays comme l'Allemagne, les Etats Unis et les dragons asiatiques a montré que l'industrie était une source d'émergence et de puissance mondiale. En outre, elle a joué un grand rôle dans la résolution des graves problèmes de la pauvreté et de sous-développement. Selon Emmanuel Martin (2012), l'industrialisation est le meilleur atout pour sortir les populations de la pauvreté.

Le problème qui se pose aux pays en développement est qu'ils sont loin d'être « des pays industrialisés ». D'abord, parce qu'ils ne sont pas encore capables à créer de la valeur vu le manque des compétences. De plus, l'insuffisance des moyens de financement empêche ces pays de se focaliser sur l'industrialisation. Pour cela, vers la fin des années 60, les flux d'aide en provenance des pays développés ont beaucoup augmenté afin de créer l'industrie. Ainsi, ces flux vont être utilisés pour avoir accès à un marché international fortement concurrentiel.

L'Aide Publique au Développement (APD) était donc supposée être bonne. Les discours sur son efficacité étaient nombreux. Pour Jean-Michel Severino (2005), on ne peut pas prouver qu'il y ait un effet positif de l'aide sur la croissance : quand des capitaux arrivent massivement dans un pays, cela crée de l'inflation et une appréciation du taux de change qui provoquent des pertes de compétitivité. De plus, beaucoup de pays en développement restent encore fortement dépendants. Pour cela, ces pays doivent octroyer leurs capacités pour y parvenir seuls. La façon la plus efficace possible est de renforcer les IDE. Selon l'OCDE (1999), l'IDE dans les pays en développement représente la plus importante source financière disponible pour mettre en œuvre le développement durable. Il est plusieurs fois supérieur à l'Aide Publique au Développement consacré à l'industrialisation des pays en développement.

Cet article est consacré à présenter l'expérience de l'Afrique, qui contient le plus grand nombre des pays en voie de développement, dans le processus industriel. Pour témoigner par la suite la contribution des investissements directs étrangers à aider le continent à progresser dans son industrialisation. Le papier est subdivisé en trois sections, la première est consacrée à une revue de la littérature théorique et empirique de la relation entre les IDE et l'industrialisation, dans la deuxième section on va présenter le concept d'industrialisation et l'état des IDE en Afrique et enfin une dernière section pour la validation empirique.

## **2 IDE ET INDUSTRIALISATION : REVUE DE LA LITTÉRATURE**

### **2.1 REVUE DE LA LITTÉRATURE THÉORIQUE**

Durant ces dernières décennies, l'IDE est devenu une source de plus en plus importante de croissance de revenus et de création d'emploi essentiellement dans le secteur industriel. Il a connu un développement important grâce à l'augmentation du nombre et de l'ampleur des opérations et la diversification des firmes multinationales. La diversité des avantages procurés par les IDE fait l'objet de plusieurs discours et mène les agents concernés à enrichir leurs travaux dans ce sujet.

Les institutions financières ont affirmé que le retard de l'Afrique sur le plan industriel est expliqué par le manque d'IDE. Ces derniers ont déclaré que le transfert de technologie assuré par les IDE peut faire sortir le continent de la situation actuelle compte tenu de la richesse de ses ressources naturelles et humaines.

Dans une assemblée de la banque africaine de développement « BAD » à Abidjan (2015), les panélistes ont entendu qu'une fois l'industrialisation lancée, l'Afrique pourra soutenir ses efforts en investissement. Le ministre Brou a affirmé que les gouvernements africains ne disposent pas des capacités pour y parvenir seuls. A cet égard, il est certain que le soutien de l'économie africaine par le développement industriel n'est assuré qu'à travers l'encouragement des IDE.

D'après la banque mondiale « BM » (2015), les IDE peuvent contribuer au développement d'un secteur manufacturier. Les pays africains peuvent bénéficier du développement des compétences, de l'expérience de gestion, des transferts de technologie et de l'intégration dans les chaînes de valeur qui les accompagnent.

Bouoiyour Jamal et Toufik Said (2003) ont affirmé que les entreprises étrangères sont plus productives et donnent des salaires élevés. Selon Carmen Reinhart (2004), l'IDE pousse l'industrialisation de l'Afrique. Emmanue Martin (2012) a indiqué que les IDE peuvent être un facteur d'industrialisation. Yao Shujie, Feng Genfu et Wei Kailei (2006) ont ajouté que l'IDE est un moteur de l'efficacité de la production : c'est un moteur puissant de croissance économique pour une économie nouvellement industrialisée pour rattraper les pays les plus avancés.

D'après la BAD (2013), la présence des IDE chinois en Afrique semble jouer un rôle catalyseur dans la croissance tant que caractéristique de politique industrielle de la région : « dans le cadre de sa coopération en matière de développement avec l'Afrique, la Chine a initié et financé l'exploitation des zones économiques spéciales (ZES) en Zambie, à Maurice, au Nigeria, en Ethiopie, en Egypte, en Tanzanie, en Algérie et au Botswana. »

Selon Marc Lautier (2001), l'ouverture aux IDE s'accompagne d'un retour en force des politiques industrielles en Corée du Sud, en Malaisie et en Thaïlande. D'après la BM (2015), l'industrialisation et la transformation structurelle en Afrique Sub-saharienne sont, en grande partie, à l'origine d'une vague d'IDE sans précédent.

## 2.2 REVUE DE LA LITTÉRATURE EMPIRIQUE

Le débat sur la relation entre les IDE et l'industrialisation est d'une grande importance puisque ces derniers sont perçus comme un facteur de développement industriel. Sur le plan pratique, les IDE influencent l'industrialisation à travers deux mécanismes. Un mécanisme direct s'appuie sur le rôle crucial de la présence des entreprises étrangères dans l'augmentation de la valeur ajoutée manufacturière. En effet, l'estimation de l'impact des IDE sur la productivité totale des facteurs des firmes locales pour 18 secteurs de l'industrie manufacturière marocaine sur la période 1987-1996, Bouoiyour Jamal et Toufik Said (2007) ont montré que la progression du capital humain et l'ouverture commerciale exerce avec les IDE un impact positif et significatif sur la productivité du secteur industriel. Sur la base d'une estimation qui repose sur la méthode des moments généralisés en système pour des données de 53 pays africains, Bruno Emmanuel (2016) a affirmé que la contribution des IDE dans le processus d'industrialisation est très élevée. Les IDE contribuent de manière significative à la valeur ajoutée de l'industrie au PIB et non à l'emploi du secteur industriel en Afrique pour la période 1975-2014. L'effet positif et significatif est observé dans quatre sous-régions sauf en Afrique de l'Est. Sur la base d'un ensemble des données de Panel entre 1986 et 2006. Binh Duong Nguyen (2010) a montré l'importance du rôle des IDE dans l'industrialisation. En effet, il existe une forte corrélation positive entre la croissance de l'emploi dans la fabrication et la présence des firmes multinationales.

Pour M. Amara et K. Thabet (2012), les IDE ont un effet négatif sur la valeur ajoutée manufacturière pour 138 délégations sur le territoire tunisien entre 1998 et 2004. Les résultats obtenus par Jekki Hichem (2000) n'ont pas relevé l'existence d'un impact positif des IDE sur la croissance de la valeur ajoutée manufacturière au Maroc sur la période 1983-1986. Pour un échantillon de 29 provinces chinoises entre 1988 et 1994, Yu Chen et Demurgen Sylvie (2002) ont admis qu'il n'existe aucune relation claire entre les IDE et les industries des biens intermédiaires et des biens d'équipements. En revanche, les IDE ont un impact positif sur la croissance économique en Chine. Sur des analyses basées sur des données macroéconomiques comprenant 49 pays africains sur la période 1980-2009, Gui Diby (2016) a montré que l'impact des IDE sur le secteur manufacturier n'a pas été significativement différent de zéro.

Quant au mécanisme indirect, il est présenté par les avantages de transfert technologique procurés par la présence des entreprises étrangères. En effet, la relation entre les IDE et l'industrialisation peut être traitée à travers l'effet d'entraînement puisque les nouvelles technologies et l'innovation transférés améliorent la capacité des pays bénéficiaires des IDE à soutenir leurs industries. A cet égard, les résultats d'une recherche menée auprès de 10 entreprises manufacturières, Louise Marchand et Nancy Lauzon (2004) montrent que le savoir et le savoir faire transmis par les entreprises étrangères améliorent la valeur

ajoutée dans le contexte d'une formation au milieu manufacturier. En effet, l'apprentissage en ligne est considéré comme une innovation dans le secteur industriel.

Sur la base d'une estimation des données de Panel, Jamel Bouoiyour (2006) a montré que la présence étrangère exerce un impact positif et significatif sur la productivité du travail des firmes locales à travers le transfert et la diffusion de technologie. Pour conclure la mise en valeur du capital humain par le transfert technologique dans le secteur industriel conduit à une plus grande productivité et améliore la volonté des employés à effectuer leurs tâches.

### 3 PRESENTATION DU CONCEPT D'INDUSTRIALISATION ET ETAT DES IDE EN AFRIQUE

#### 3.1 ORIGINE ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN AFRIQUE

Vue les conditions miséreux qu'a connu l'Afrique dans les années 1960, la plupart des pays africains ont commencé à s'orienter vers la promotion de l'industrialisation à travers les flux d'aide. Il y avait, chez l'ensemble du continent, la croyance que l'industrialisation était la seule solution permettant de sauver la situation. De même, le développement manufacturier assure le passage des pays africains d'une économie agricole à une économie moderne et contribue à atteindre une croissance forte et durable ainsi qu'une réduction significative de la pauvreté.

Afin d'atteindre une croissance de long terme et réduire la dépendance vis-à-vis des pays avancés, il s'agissait tout simplement d'imiter les pays industrialisés de l'époque. Ces pays, qui ont bénéficié d'un essor industriel dans le passé, sont devenus aujourd'hui des pays développés dotés d'une forte croissance économique et d'un niveau de développement assez important comme la Corée du sud, le Singapour, le Hong Kong, le Taiwan. D'autres pays asiatique sont encore sur le chemin comme la Chine, l'Inde, la Malaisie...

Bien que plusieurs pays du monde aient connu une transformation économique rapide permettant le passage d'activités de faible technologie vers des industries de moyenne puis de haute technologie, l'Afrique n'a jamais atteint un niveau de croissance inclusive. La croissance de l'Afrique est en grande partie dégagée par les exportations des matières premières comme le pétrole et les métaux. Alors que la croissance des autres régions a été tirée par une transformation basée sur un programme d'industrialisation solide.

Selon Collier et Venables (2007), « Lorsque la diversification des exportations a commencé à prendre son essor en Asie, dans les années 80, aucun pays du continent africains a fourni un climat d'investissement comparables ». D'après Mahamadou Aidara (2013), « la différence entre l'Asie et l'Afrique c'est que l'Asie n'a rien et transforme tout alors que l'Afrique a tout et ne transforme rien ».

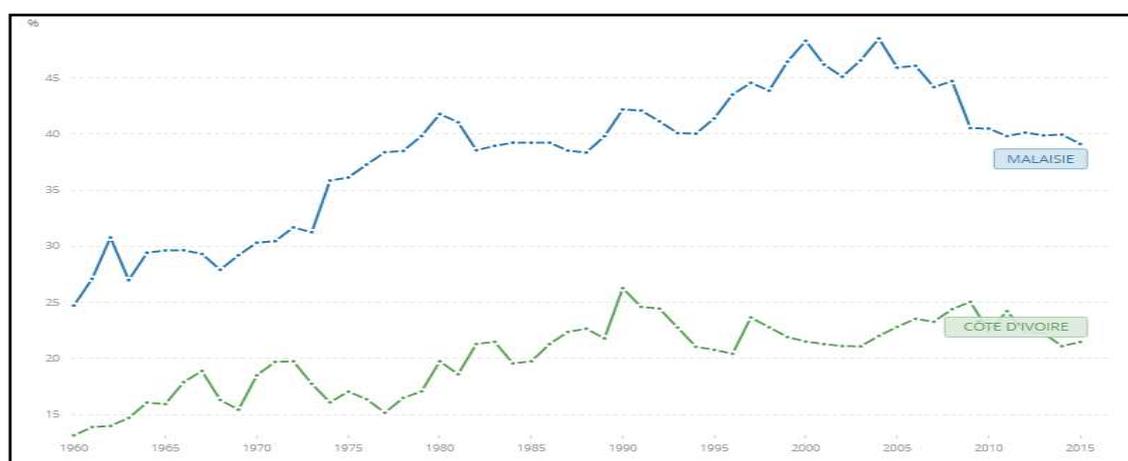


Figure 1 : Industrie, valeur ajoutée (% du PIB) (1960-2015)

Source : données des comptes nationaux de la Banque mondiale et fichiers de données des comptes nationaux de l'OCDE.

En prenant l'exemple de deux pays semblables, la Côte d'Ivoire en Afrique et la Malaisie en Asie en termes de pourcentage de la valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB, ce graphique montre une grande différence en termes de valeur ajoutée industrielle pour deux pays semblables en tous points : superficies, climat, population et ressources. Cela s'explique par la volonté des pays asiatiques à promouvoir l'industrie afin de créer un espace économique et commercial adéquat.

Alors que l'industrialisation a contribué au développement des exportations et à la création d'emploi pour plusieurs pays, l'expérience de l'Afrique était décevante. L'échec des politiques adoptées après l'indépendance a commencé par les politiques de substitution des importations qui a poursuivi jusqu'à la fin des années 1970. En effet, durant cette période, avec les chocs pétroliers et l'apparition des problèmes d'endettement, ce type de stratégie a prouvé son insuccès.

En 1980, les pays africains ont introduit les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) en délaissant les actions spécifiques pour promouvoir l'industrialisation. Mais cette orientation a aggravé la situation. La croissance de la valeur ajoutée manufacturière a été insatisfaisante pendant la période des PAS. Et plusieurs pays ont même connu une désindustrialisation. Et malgré leur effort, l'Afrique reste le continent le moins industrialisé du monde qui dépend encore de ses exportations de matières premières vers les pays industrialisés.

A partir des années 2000, les pays africains se sont de nouveau engagés en faveur de l'industrialisation qui représente la clé d'une croissance soutenue. Cette transformation désigne une période de rattrapage et de mise à niveau pour l'Afrique. Pour créer de la valeur et mieux résister aux chocs mondiaux externes, l'Afrique doit exporter leurs importantes ressources naturelles comme des produits finis et non pas sous leur forme brute. De plus, étant riche en ressources, ces pays peuvent réaliser une mutation structurelle et accomplir un développement économique plus facile. Mais le continent n'a fait que quelques progrès au cours de cette période. Il reste encore à la traîne dans la production et le commerce mondiaux des biens manufacturés.

La part de la région dans la valeur ajoutée manufacturière mondiale est tombée de 1.2% en 2000 à 1.1% en 2008. Contrairement à l'Asie, cette part a monté de 13% à 25%. En 2010, l'industrialisation est déjà en marche. Les dirigeants des pays africains prennent de plus en plus conscience du potentiel industriel de l'Afrique. Dans un forum économique international sur l'Afrique en 2013, les économistes et les chercheurs travaillant sur l'Afrique ont constaté que la productivité globale a augmenté et le travail s'est déplacé vers des activités plus productives.

En 2015, les perspectives économiques à moyen terme pour l'Afrique continuent d'être favorables. En fait, dans la journée de l'industrialisation de l'Afrique en 2015, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a assuré qu'un grand nombre de pays africains ont enregistré une forte croissance économique et que l'objectif d'un développement industriel inclusif et durable continue cependant de se dérober.

### 3.2 LES DIFFERENTES PHASES DU PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION

#### a) Phase des politiques de substitutions aux importations

Après son indépendance, l'industrialisation était considérée comme étant un élément central du programme de développement de l'Afrique puisqu'elle était le seul moyen assurant le passage du continent vers une économie industrielle moderne. Pour atteindre cet objectif, la plupart des pays africains ont adopté le modèle de substitution aux importations afin de protéger les entreprises locales de la concurrence étrangère.

Le grand espoir des autorités africaines était que le remplacement des biens importés par des biens produits localement favorise l'autonomie économique de l'Afrique et contribue à leur développement. En effet, la part de la production manufacturière dans le PIB africain s'est accélérée entre 1970 et 1980. Elle a passé de 6.25% en 1970 à 11.92% en 1980 pour les pays africains en développement. Pour l'Afrique de l'Est, cette part a atteint 4.93% en 1980 contre 1.67% en 1970. Elle est passée de 13.28% à 16.78% durant la même période pour l'Afrique de l'Ouest et de 10.27% à 11.81% pour l'Afrique Centrale.

Cependant, à la fin des années 1970, ce modèle a montré ses limites et a été remis en cause pour diverses raisons. La politique économique adoptée a causé la réduction des recettes en devises qui entrave le développement industriel de la région. De plus, cette stratégie a fait obstacle aux exportations et l'agriculture a été également abandonnée. Et elle n'a pas réussi à établir des entreprises capables de survivre sur les marchés compétitifs. Selon Siméon Maxime Bikoué (2010) « l'industrialisation par substitution aux importations n'a ni réduit les importations de l'Afrique mais en a seulement modifié la structure, ni rendu la production du continent compétitives, ni encore moins créé de véritable tissu industriel; elle a plutôt aggravé les tensions sociales et a pour ainsi dire déclenché un véritable mouvement de désindustrialisation ».

D'après F.Mendes, A.Bertella, P.Teixeria (2014), l'échec de la politique de substitution aux importations est arrivé tôt et des impacts négatifs sur les économies africaines avaient une grande ampleur. « Les pays en voie de développement

abandonnèrent peu à peu ce modèle dans les années 1980 et 1990 sur demande du FMI, à l'origine de plans d'ajustement structurels. » Charles Larue (2013)

### **b) Phase des Programmes d'Ajustement Structurelle (PAS) :**

Après l'échec de la stratégie de substitution aux importations et la naissance des effets de crise de pétrole, les pays africains se sont trouvés devant une situation beaucoup plus pire. En 1980, les institutions monétaires comme le FMI et la BM ont donc recommandé comme solution aux pays concernés d'adopter des PAS. Le principal objectif était de réduire le rôle de l'Etat dans le processus d'industrialisation en faveur des marchés pour créer un environnement favorable au développement du secteur privé. A cet égard, ces institutions ont imposé certaines réformes politiques afin de bénéficier les pays africains de l'aide financière tel que la déréglementation des taux d'intérêt, la libéralisation du commerce, la privatisation des entreprises publiques, la dévaluation de la monnaie et la suppression des subventions publiques. Mais les résultats se sont avérés négatifs.

Pour l'Afrique du Sud, la part de valeur ajoutée industrielle dans le PIB en 1980 a subi une baisse remarquable (figure n°2). Selon Fantu Cheru (1992), les prescriptions du FMI et de la BM ont donné lieu à des effets sociaux et écologiques négatifs pour l'Afrique Subsaharienne. Au Mozambique, l'affaiblissement du rôle de l'Etat durant cette période a mis un échec pour la promotion du développement industriel. Pour le Ghana, le Nigeria et le Zambie, la libéralisation commerciale a été à l'origine des fermetures de certaines entreprises locales. Tilman Altenburg (2006) a admis que les pays qui ont réussi à rattraper leur industrialisation sont ceux dont les gouvernements ont participé de manière proactive à la promotion du changement structurel, à la recherche des nouveaux marchés et à la canalisation des ressources dans des nouvelles activités. Selon Jeffrey Herbst (2012), le PAS rend le climat politique beaucoup plus risqué tout en affaiblissant le rôle de l'Etat. Plus la cause de l'inégalité, les PAS sont également la cause du gaspillage des ressources et des dépenses non productives. Diane Elson (1995)

En bref, les objectifs de la politique d'ajustement structurel ne sont pas réalisés. Et tout comme la stratégie de substitution aux importations, le PAS a montré son échec. « A la fin des années 1990, les responsables politiques africains ont commencé à réévaluer leurs stratégies de développement pour éviter certaines des erreurs commises dans les phases tant d'industrialisation fondée sur le remplacement des importations que des programmes d'ajustement structurel. » ONUDI et la CNUCED (2011)

### **3.3 RÔLE DES AUTORITÉS AFRICAINES**

La tentative qu'a vécue l'Afrique depuis son indépendance dans le domaine de l'industrie avait échoué. La principale cause de cet échec est l'ingérence excessive de l'Etat dans la vie économique. Le rôle de l'Etat dans le processus d'industrialisation est important car il est le seul agent capable d'adopter et de décider de la mise en œuvre d'un programme industriel. De plus, il est le seul agent capable de réaliser certains types d'investissement trop coûteux. Namalguebzanga Kafando (2014) « Les stratégies d'industrialisation diffèrent par le rôle plus ou moins important de l'Etat dans leur mise en œuvre ainsi que les objectifs à atteindre » (Bernard Conte 2009). L'échec de l'expérience africaine a commencé par les stratégies de substitution aux importations dans laquelle l'Etat avait beaucoup investi dans l'industrie. Leur objectif était d'encourager les investissements dans l'industrie manufacturière.

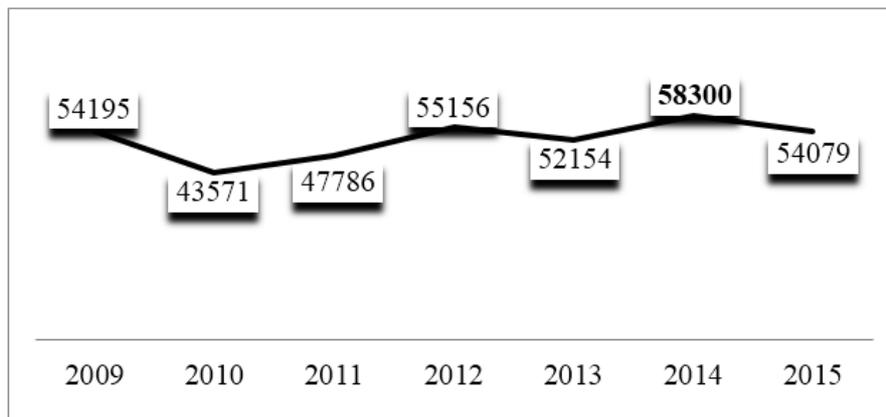
La concentration de l'Etat sur le secteur industriel a conduit à un délaissement des autres secteurs. De plus les Etats africains n'ont pas fourni assez d'effort afin d'encourager les IDE. Et contrairement aux autres pays émergents comme les pays asiatiques, les pays africains n'étaient pas des pays attractifs des IDE. Ces pays étaient donc victimes d'une mauvaise gouvernance.

Ces dernières décennies, les pays africains se sont concentrés de plus en plus sur la mise en place des chaînes d'approvisionnement efficaces et sur l'amélioration des incitations des IDE. Les autorités africaines ont donné la preuve de leur engagement renouvelé en faveur de l'industrialisation dans le cadre d'un programme élargi visant à diversifier leurs économies et à développer les capacités de production pour une croissance économique forte et soutenue, la création d'emploi et la réduction sensible de la pauvreté (BAD 2013). En effet, les chefs des Etats africaines ont adopté en 2008 le plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique (AIDA).

La réussite de l'Afrique en matière de politique industrielle nécessite la levée des obstacles de la mauvaise gouvernance. De plus, la diversification de l'économie africaine a besoin de l'élaboration des nouvelles politiques industrielles afin de créer une base industrielle solide en Afrique.

### 3.4 MOUVEMENTS DES FLUX DES IDE AFRICAINS

Depuis le milieu des années 1980, la croissance des flux d'IDE dans le monde était persistante. D'après les statistiques de la CNUCED, l'état de flux d'IDE dans le monde était à l'ordre de 13 257 Millions de Dollars « MD » en 1970, 54 400 MD en 1980, puis 204 896 en 1990, pour atteindre 1 358 820 en 2000. Au total, dans une trentaine d'années, les flux des IDE dans le monde ont été multipliés par plus de 100. Pour le cas de l'Afrique, la part des flux d'IDE était de 1267 MD en 1970, 400 en 1980, 2845 en 1990 et enfin 9624 en 2000 soit un taux respectif de 10%, 0,7%, 1.3% et 0,7%. Inégalement répartis dans le monde, l'Afrique se situe parmi les pays les moins bénéficiaires des flux d'IDE. En 2001, les ces derniers ont enregistré une chute remarquable passant de 1 358 820 en 2000 à 683 765 MD. Cette tendance à la baisse est considérée par la CNUCED comme un retour à la normal. Ce recul est essentiellement dû à la diminution des fusions, des acquisitions, et des privatisations. Contrairement à l'Afrique, ces flux ont atteint une valeur de 19 975 millions de dollars en 2001 contre 9651 en 2000, soit une hausse de plus de 100%. En 2005, cette part a touché 29 632 MD pour atteindre 57 729 en 2008. Entre 2009 et 2015, les flux entrants des IDE sur le continent ont connu une stabilité. D'après les statistiques de la CNUCED, ces flux sont résumés dans la figure ci-dessus.



**Figure 2 : Flux entrants des IDE en Afrique en MD (2009-2015)**

Source : données de la CNUCED, travail de l'auteur

Durant ces dernières années, les pays africains ont enregistré une amélioration significative en fonction des flux entrants des IDE. En 2014, les entrées mondiales d'IDE ont diminué. Dans son rapport (2015), la CNUCED a affirmé que les entrées mondiales d'IDE ont diminué de 16 % en 2014. Cette diminution est due principalement à la fragilité de l'économie mondiale, et à l'incertitude des investisseurs quant aux politiques publiques. De plus, les nouveaux investissements ont été contrebalancés par quelques très importantes opérations de cession. En revanche, les flux des IDE entrants en Afrique ont atteint un seuil de 58 300 MD en 2014, soit la part la plus importante depuis 1970. Cela confirme non seulement que les pays africains ont développés une stratégie idoine pour attirer les IDE mais aussi qu'ils ont réussi à enregistrer une courbe croissante des flux des IDE depuis les années 70.

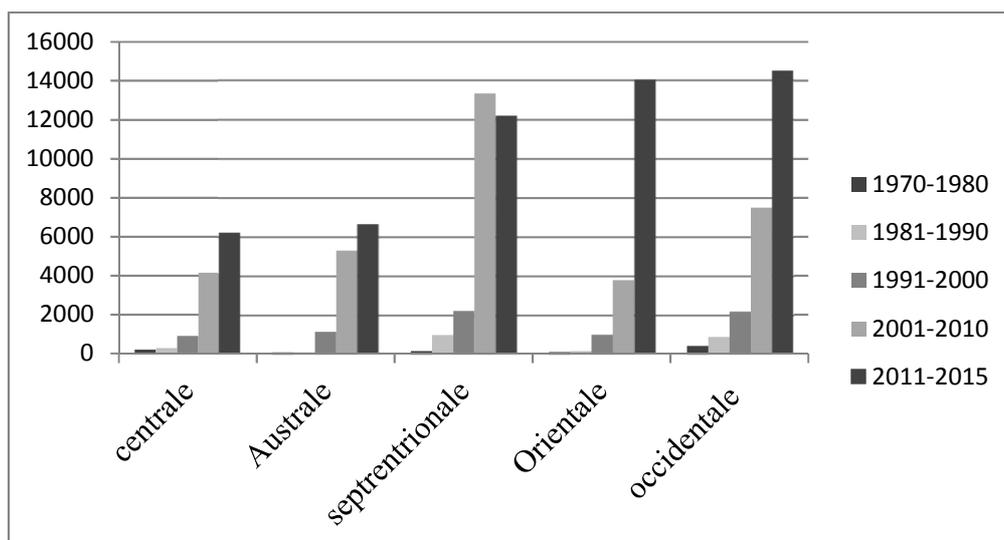


Figure 3 : Flux entrants des IDE dans les régions africaines en MD (1970-2015)

Source : données de la CNUCED et calcul de l'auteur

\*calculés en moyenne décennale

La figure ci-dessus montre que la période 2011-2015 s'est caractérisée par une hausse remarquable des flux des IDE entrants. En effet, étant une région très riche en minéraux et en pétrole, l'Afrique occidentale présente une destination favorable pour les investisseurs étrangers. L'omniprésence de cette région, en matière d'attraction des IDE, est due en grande partie à la production du pétrole. Selon l'OCDE (2014), le Ghana, la Côte d'Ivoire, ont reçu des investissements considérables de la part des sociétés transnationales étrangères. En outre, la présence prépondérante de l'Afrique orientale est justifiée par diverses raisons. L'augmentation des IDE au Kenya est motivée non seulement par la prospection pétrolière et gazière, mais aussi par l'augmentation de la production industrielle et de service de transport. L'Éthiopie suit une stratégie industrielle en consacrant plus d'effort à attirer des IDE asiatiques. Au Mozambique, l'investissement dans le secteur du gaz est d'une grande importance. CNUCED (2014)

En Afrique septentrionale, la hausse des IDE est due à l'avancement de l'Égypte, le Maroc et le Soudan ont réussi à enregistrer une hausse remarquable des flux des IDE. Pour l'Afrique centrale, la croissance économique favorable et la bonne politique économique ont donné davantage confiance aux investisseurs étrangers. L'augmentation des IDE en Afrique australe s'explique par les entrées sans précédent en Afrique du Sud. CNUCED (2014). De plus, l'augmentation des investissements intra-africains a joué un rôle très important. Selon la CNUCED (2015), « de 2009 à 2013, 18% des annonces d'investissements étrangers de création de capacités provenaient de pays africains, contre moins de 10 % pendant la période 2003-2008 ».

Les entrées d'IDE en Afrique ont augmenté de 3.7%, représentant au total 54 milliards de dollars en 2015. Cela explique que ce continent s'intéresse de près à la réalisation des objectifs visant à tirer profit des avantages miraculeux des IDE. Néanmoins, cette augmentation cache des inégalités sur l'ensemble du continent. En outre, la répartition au sein du 5 grandes régions africaines fait apparaître des nuances.

Tableau 1 : Variations des flux entrants des IDE en MD (2013-2015)

	2013	2014	2015	Δ 2013-2015
<b>Afrique</b>	<b>52154</b>	<b>58300</b>	<b>54079</b>	<b>3.69</b>
Afrique occidentale	14493	12115	9894	-31.73
Afrique orientale	14766	16786	13937	-5.61
Afrique septentrionale	12754	12044	12924	1.33
Afrique australe	9652	6847	3292	-65.89
Afrique centrale	489	10507	14032	2769.53

Source : données de la CNUCED, calcul de l'auteur

Idriss Linge (2016) explique la baisse des IDE à destination de l'Afrique occidentale par le repli des investissements au Nigéria. Il affirme que « la première économie d'Afrique souffre encore de la baisse des prix de pétrole ». De plus, la décision du nouveau président Buhari de maintenir la monnaie locale à un niveau élevé a provoqué des retraits des investisseurs étrangers. La diminution des flux en Afrique orientale est à l'origine des baisses enregistrées au Mozambique, au Tanzanie et au Zambie. Pour l'Afrique septentrionale, l'augmentation des flux est tirée par la vitalité de l'Egypte. Le recul des IDE en Afrique du Sud fait baisser les IDE en Afrique centrale. En effet, la hausse des coûts de l'énergie et la baisse des prix des matières premières minières ont fait chuter les IDE en Afrique du Sud. Malgré la baisse des IDE dans la République du Congo, l'Afrique centrale a connu la meilleure performance du continent. Cette augmentation est remarquée grâce au volume record capturé par l'Angola, soit 8.7 milliard de dollars.

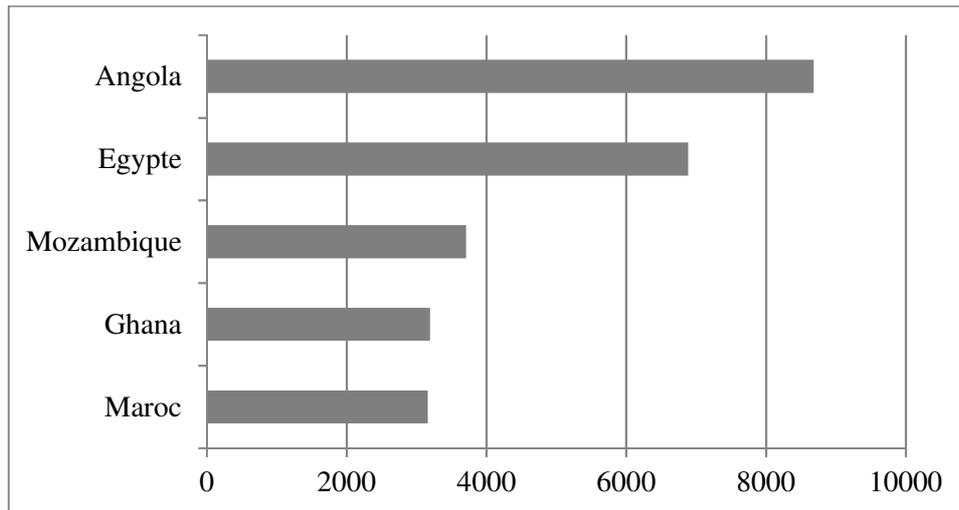


Figure 4 : Les cinq premiers pays africains bénéficiaires d'IDE en 2015

Source : Données de la CNUCED, travail de l'auteur

#### 4 IDE ET INDUSTRIALISATION DE L'AFRIQUE : UNE VALIDATION EMPIRIQUE

En analysant l'impact des IDE sur l'industrialisation de l'Afrique, nous nous basons sur un échantillon global composé de 39 pays africains<sup>1</sup> sur la période 1980-2015 dont les données sont issues de la Banque Mondiale (WDI 2016). Dans ces modèles, nous adaptons la méthode des moments généralisés avec instrumentalisation des variables basée sur des données de panel dynamique. Pour la construction des variables, notre modèle est inspiré du modèle de Bruno Emmanuel (2016).

##### - Modèle 1 :

$$\text{Ind.VAit} = \beta_0 + \alpha \text{Ind.VAit-1} + \beta_1 \text{IDEit} + \beta_2 \text{PIB/habit} + \beta_3 \text{IDit} + \beta_4 \text{KHit} \\ + \beta_5 \text{Ouv/Comit} + \beta_6 \text{Infrasit} + \varepsilon_{it}$$

##### - Modèle 2 :

$$\text{Ind.VAit} = \beta_0 + \alpha \text{Ind.VAit-1} + \beta_1 \text{IDEit} + \beta_2 \text{PIB/habit} + \beta_3 \text{IDit} + \beta_4 \text{KHit}$$

<sup>1</sup> Afrique du Nord : Algérie, Tunisie, Egypte, Maroc.

Afrique Australe : Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Swaziland.

Afrique Centrale : Angola, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Congo, République démocratique du Congo, Gabon.

Afrique de l'Est : Burundi, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Rwanda, Seychelles, Ouganda, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

$$+ \beta_5 \text{ Ouv/Comit} + \beta_6 \text{ Infrasit} + \beta_7 (\text{IDEit} * \text{KHit}) + \beta_8 (\text{IDEit} * \text{IDit}) \\ + \beta_9 (\text{IDEit} * \text{Ouv.Comit}) + \epsilon_{it}$$

### - Modèle 3 :

$$\text{Ind.VAit} = \beta_0 + \alpha \text{ Ind.VAit-1} + \beta_1 \text{ IDEit} + \beta_2 \text{ PIB/habit} + \beta_3 \text{ IDit} + \beta_4 \text{ KHit} \\ + \beta_5 \text{ Ouv/Comit} + \beta_6 \text{ Infrasit} + \beta_7 (\text{IDEit} * \text{KHit}) + \beta_8 (\text{IDEit} * \text{IDit}) \\ + \beta_9 (\text{IDEit} * \text{Ouv.Comit}) + \beta_{10} \text{ Région} + \epsilon_{it}$$

## 4.1 PRÉSENTATION DES VARIABLES

### 4.1.1 VARIABLE DÉPENDANTE

La variable dépendante est mesurée par la valeur ajoutée manufacturière en pourcentage du PIB qui explique la capacité des pays africains à transformer les matières premières en biens industriels.

### 4.1.2 VARIABLES EXPLICATIVES

Nous utilisons dans cette étude les variables explicatives qui sont nécessaires à expliquer les circuits par les quelles les IDE influencent l'industrialisation. Ces derniers correspondent au total des entrées des IDE en % du PIB. De façon générale, les IDE poussent l'industrie. En effet, les IDE entrants est la voie du développement industriel pour les pays d'accueil.

L'investissement domestique (ID) est capté par la formation brute du capital fixe en pourcentage du PIB. C'est l'indicateur qui mesure l'investissement national et qui traduit la capacité de l'accumulation physisque dans l'économie nationale.

Le produit intérieur brut (PIB) est présenté par le PIB par habitant (\$ US courants). Le développement d'une demande intérieure et l'efficacité des activités économiques poussent l'industrialisation. En effet, La croissance du revenu joue un rôle puissant dans le développement industriel. XiangZheng Deng, Jikun Huang, Scott Rozelle et Emi Uchida (2008)

Le capital humain (KH) est mesuré par le taux d'inscription à l'école secondaire. Il décrit la capacité d'absorption du pays d'accueil des nouvelles technologies industrielles. Cette capacité participe au développement du processus industriel. En effet, l'amélioration des capacités technologiques aux niveaux des entreprises est nécessaire au succès industriel. Sanjaya Lall (1992)

L'ouverture commerciale (Ouv/Com) est mesurée par la somme des exportations et des importations en pourcentage du PIB. Cette ouverture facilite l'échange des biens d'équipement sophistiqués nécessaires à la production des biens industriels.

Les infrastructures (Infras) sont capturées par le nombre de lignes téléphoniques pour 100 habitants. Les infrastructures peuvent retracer le niveau du développement économique du pays et réduit les coûts de transactions.

Inspiré du modèle d'Emmanuel Bruno (2016), l'IDE peut influencer l'industrialisation à travers le capital humain, l'investissement domestique et l'ouverture commerciale. Ces variables sont (IDE \* KH), (IDE \* ID) et (IDE \* Ouv.com). Afin de capter l'influence des IDE sur l'industrialisation dans chaque région, nous avons utilisé une variable muette (région). Elle prend la valeur 1 si la région est considérée et 0 si non. Selon Bruno Emmanuel (2016), la prise en compte des sous-régions permet de considérer l'hétérogénéité des pays.

**Tableau 2 : Statistiques descriptives**

Variable	Moyenne	Ecart-type	Min	Max	Observations
<i>Indust</i>	<b>27.996</b>	<b>13.418</b>	<b>0</b>	<b>77.41</b>	N = 1404 n = 39 T = 35
<i>IDE</i>	<b>2.649</b>	<b>5.116</b>	<b>- 28.62</b>	<b>54.06</b>	N = 1404 n = 39 T = 35
<i>PIB/hab</i>	<b>1343.228</b>	<b>2005.292</b>	<b>70</b>	<b>15695.9</b>	N = 1404 n = 39 T = 35
<i>ID</i>	<b>20.069</b>	<b>8.677</b>	<b>- 2.42</b>	<b>59.73</b>	N = 1404 n = 39 T = 35
<i>Ouv.Com</i>	<b>69.107</b>	<b>36.754</b>	<b>0</b>	<b>233.45</b>	N = 1404 n = 39 T = 35
<i>KH</i>	<b>34.108</b>	<b>23.914</b>	<b>2.48</b>	<b>115.97</b>	N = 1404 n = 39 T = 35
<i>Infras</i>	<b>2.450</b>	<b>4.930</b>	<b>0</b>	<b>31.5</b>	N = 1404 n = 39 T = 35

Source : travail de l'auteur

L'analyse de coefficient de variation confirme le caractère hétérogène des pays africains. La forte dispersion des variables dans les cas du PIB/hab est expliquée par la différence des niveaux de vie au sien des pays. De plus le niveau d'ouverture commerciale varie d'un pays à un autre puisqu'il dépend du degré de libéralisation du pays et de la nature des ressources naturelles dont il dispose.

**Tableau 3 : Matrice de corrélation**

	<i>Indust</i>	<i>IDE</i>	<i>PIB/hab</i>	<i>FBCF</i>	<i>Ouv/Com</i>	<i>Infras</i>	<i>KH</i>
<i>Indust</i>	<b>1</b>						
<i>IDE</i>	<b>1</b>						
<i>PIB/hab</i>	<b>0.1589</b>						
<i>FBCF</i>	<b>0.3643</b>	<b>1</b>					
<i>Ouv/Com</i>	<b>0.4332</b>	<b>0.5039</b>	<b>1</b>				
<i>Infras</i>	<b>0.1237</b>	<b>0.2154</b>	<b>0.3778</b>	<b>1</b>			
<i>KH</i>	<b>0.1193</b>	<b>0.2873</b>	<b>0.3936</b>	<b>0.7147</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	

Source : travail de l'auteur

Le coefficient de corrélation ( $r$ ) montre l'inexistence de multi-colinéarité des variables explicatives. Il est pertinent de calculer le coefficient de détermination ( $r^2$ ). En effet, 0.02% de la variabilité de l'industrialisation sont expliqués par les entrées des IDE en Afrique. Sur cette base, 0.1% de cette variabilité sont expliquées par le PIB par habitant, 0.12% par l'investissement domestique, 0.17% par l'ouverture commerciale, 0.003% par les infrastructures et 0.1% par le capital humain.

#### 4.2 ESTIMATION ET DISCUSSION DES RÉSULTATS

Le tableau 4 donne les résultats des trois modèles, la première colonne présente les résultats en considérant la variable d'intérêt (IDE) et les variables de contrôle (modèle 1), la deuxième colonne présente les résultats du modèle 2 en ajoutant les variables d'interaction, et enfin la troisième colonne retrace les résultats du modèle 3 en utilisant les variables interactives et les variables muettes région.

Tableau 4 : Impact des IDE sur la valeur ajoutée manufacturière

Ind.VA	Modèle 1		Modèle 2		Modèle 3	
	Coef.	P>z	Coef.	P>z	Coef.	P>z
IDE	-0.055	0.534	0.317	0.005	0.283	0.004
PIB/hab	-0.001	0.044	-0.001	0.093	-0.001	0.016
FBCF	0.157	0.024	0.17	0.003	0.163	0.002
Ouv/Com	0.069	0.063	-0.005	0.838	-0.014	0.277
Infras	-0.246	0.136	-0.036	0.618	0.115	0.41
KH	0.135	0.027	0.071	0.036	0.039	0.136
IDE*FBCF	-	-	-0.014	0	-0.013	0
IDE/OuvCom	-	-	0.003	0	0.003	0
IDE/KH	-	-	-0.008	0	-0.005	0
Rég1	-	-	-	-	0.913	0.423
Rég2	-	-	-	-	1.845	0.242
Rég3	-	-	-	-	2.802	0.052
Rég4	-	-	-	-	0.113	0.867
Rég5	-	-	-	-	1.146	0.132

Source : travail de l'auteur

#### - Modèle 1 :

Les résultats de l'estimation du premier modèle montrent que les IDE ne contribuent pas à l'industrialisation de l'Afrique. Malgré l'amélioration de la situation économique du continent, les IDE restent encore peu profitable aux pays africains. Ce faible apport bénéfique des IDE en Afrique s'explique, en premier lieu, par le fait que l'industrie de transformation manufacturière n'a jamais été réellement mise en place. En effet, d'après la Banque Mondiale (2014), l'industrie en Afrique est, en grande partie, basée sur des industries extractives. Deuxièmement, le pouvoir limité des autorités africaines ainsi que l'insuffisance des ressources financières ont laissé la place aux pays développés de mieux profiter des ressources naturelles de l'Afrique. En effet, ce continent a vu ses ressources servir aux autres pays développées. Selon Achille Mbembe (1990), un processus de retrait des ressources naturelles serait en cours en Afrique.

Le PIB par habitant a un effet négatif et significatif sur l'industrialisation de l'Afrique. Ce résultat est expliqué par la baisse des niveaux de vie de la plus part des pays africains qui vivaient encore sous le seuil de pauvreté. Ces pays n'ont pas encore la capacité à développer une demande intérieure suffisante. En 2014, le PIB par habitant africain ne représente que 23.5% de la moyenne mondiale d'après les statistiques de Banque Mondiale. Cette situation constitue un obstacle pour l'amélioration du niveau de vie en Afrique.

L'investissement domestique accroît significativement l'industrialisation de l'Afrique. Une augmentation de 1% de l'investissement national fait accroître l'industrialisation de 0.15%. Cette conclusion montre la volonté des entreprises africaines à renforcer leur processus industriel. En effet, les pays africains ont souvent cherché à promouvoir l'investissement domestique afin de soutenir une croissance économique régulière et un développement industriel durable.

L'ouverture commerciale a un impact positif et significatif sur l'industrialisation de l'Afrique. La libéralisation commerciale a des conséquences favorables sur le développement industriel en Afrique puisqu'elle favorise l'entrée des produits à haute technologie nécessaires à renforcer l'industrialisation. En effet, les pays africains ont développé des relations commerciales avec l'Asie, l'Amérique du Nord et l'Europe. CNUCED (2014).

L'infrastructure en Afrique ne contribue pas à l'amélioration du processus industriel. Cela revient à l'affaiblissement du rôle des autorités africaines qui n'ont pas encore réussi à développer une infrastructure adéquate, vu le manque des recettes financières nécessaires. En effet, le continent souffre encore d'une mauvaise qualité des infrastructures qui présente une nécessité économique. Le taux d'accès aux services de base comme l'eau et l'électricité reste encore très faible en Afrique. Selon la BAD et la FAD (2011), « la faiblesse des infrastructures est la principale contrainte à une croissance plus forte en Afrique centrale ». « Comment être compétitif quand le coût de l'exportation des biens à partir de l'Afrique subsaharienne s'élève à près de 2 000 dollars par conteneur contre à peine plus de 700 dollars dans les pays asiatiques ? » Alassane Bâ (2015).

Le capital humain contribue positivement et significativement à l'accroissement de l'industrialisation. Cette dernière dépend du niveau d'absorption des nouvelles technologies. En effet, L'innovation dans les techniques de production industrielle dépend du capital humain et notamment du niveau d'éducation du pays. Diarra.B.M (2008) a montré que la

différence des performances économiques entre les pays émergents et les pays en développement réside dans le niveau de la qualification de la main d'œuvre.

#### - **Modèle 2 :**

Les résultats de cette estimation montrent que les IDE ont un impact positif et très significatif sur l'industrialisation de l'Afrique. Un accroissement de 1% des IDE fait augmenter la valeur ajoutée dans le secteur industriel de 0.32%. Cela s'explique par la diversification des IDE dans les domaines de l'industrie. Ce résultat n'est pas conforme au résultat de Bruno Emmanuel (2016), qui a affirmé que l'Afrique s'est tournée vers une transformation structurelle de son économie. Ce changement positif s'explique par la prise en compte des variables d'interaction.

Le PIB/hab a un effet négatif et non significatif sur l'industrialisation de l'Afrique. Ce résultat s'oppose au résultat de Bruno Emmanuel (2016). En effet, la population africaine augmente plus proportionnellement que la productivité par tête.

L'investissement domestique a un effet positif sur l'industrialisation de l'Afrique. Tel était le cas pour le capital humain. Ces deux variables contribuent significativement au développement du processus industriel du continent. Contrairement à l'ouverture commerciale et à l'infrastructure qui ne participent pas à l'augmentation de la valeur ajoutée manufacturière de l'ensemble de notre échantillon.

Pour les variables d'interaction, ils ont des différents impacts sur l'industrialisation de l'Afrique. L'ouverture commerciale améliore la contribution des IDE sur l'industrialisation de l'Afrique. Selon Athukorala Premachandra et Jayant Menon (1996), les IDE axés sur les exportations ont apporté des rendements significatifs à l'industrialisation. D'après Lloyd.P.J (1996), une grande partie des IDE en Asie a été dans l'industrie orientée vers les exportations. Cela a permis une transformation de la structure économique africaine en favorisant le transfert de technologie. En effet, cette transformation est une source d'industrialisation des pays. Le capital humain et l'investissement domestique n'améliorent pas la contribution des IDE à l'industrialisation de l'Afrique. Bruno Emmanuel (2016) explique ce résultat par l'orientation des investisseurs étrangers vers les industries extractives.

#### - **Modèle 3 :**

Les IDE contribuent d'une manière très significative à l'industrialisation de l'Afrique. Une augmentation de 1% des IDE fait augmenter la valeur ajoutée manufacturière de 0.28%. Ces derniers apparaissent comme un moteur de l'industrialisation en Afrique. En effet, les IDE augmentent la capacité des pays à réaliser une industrialisation complète.

Le PIB par habitant a un effet négatif sur l'industrialisation en Afrique. Ce résultat confirme la détérioration du niveau de vie en Afrique. La forte croissance de la population africaine constitue un obstacle pour la croissance économique du continent.

L'investissement domestique et le capital humain contribuent à l'industrialisation de l'Afrique. Cette contribution positive est observée dans les trois modèles. Cela traduit les efforts consacrés par les entreprises africaines à imiter les entreprises étrangères afin de construire une base industrielle solide en Afrique. En effet, une formation de haut niveau permet un rendement plus efficace de l'industrialisation de l'Afrique. Bruno Emmanuel (2016).

L'ouverture commerciale a un effet négatif sur l'industrialisation de l'Afrique. Ce résultat est expliqué par la tendance à la baisse des cours de matières premières comme le pétrole et le gaz. Selon Bruno Emmanuel (2016), l'entrée des produits à haute valeur ajoutée concurrence les produits locaux. L'infrastructure a un effet positif et non significatif sur l'industrialisation de l'Afrique.

L'analyse sous régionale montre que les IDE contribuent à l'industrialisation dans toutes les régions de l'Afrique. En Afrique du Nord, l'accroissement de 1% des IDE augmente la valeur ajoutée manufacturière de 0.91%. Cette contribution positive est expliquée par la mise en œuvre des réformes ainsi que par la diversité des firmes internationales dans tous les secteurs. De plus, l'économie de la région dépend de l'industrie agroalimentaire, de la construction et du pétrole. Bruno Emmanuel (2016).

Cependant, la région doit faire face à un ralentissement de sa croissance et des déséquilibres imputables à la faiblesse des prix de pétrole. Banque Mondiale (2015). En Afrique australe, l'apport des IDE à l'industrie est de 1.84%. Ce résultat est expliqué par l'abondance des ressources naturelles très demandées par l'industrie. L'activité extractive de l'or et du diamant contribue à l'industrialisation. L'extraction des minerais favorise l'entrée des IDE en Afrique australe. De plus, les investisseurs étrangers sont attirés par une main d'œuvre disponible et à faibles coûts.

En Afrique centrale, les IDE accroissent positivement et significativement l'industrie. Une augmentation de 1% des IDE fait accroître la valeur ajoutée manufacturière de 2.80%. La stabilité économique donne davantage confiance aux investisseurs étrangers (Nations Unies 2009). Selon Bruno Emmanuel (2016), De plus, le renforcement du capital humain et surtout une lutte efficace contre la corruption contribueraient à diversifier le secteur industriel. La région possède d'importantes ressources

pétrolières, minérales et minières. Cette contribution est à l'origine des efforts consacrés par la région comme le développement des infrastructures et des capacités institutionnelles et humaines. BAD et FAD (2011)

Les IDE contribuent très faiblement à l'industrie en Afrique de l'Est. Cette contribution est de 0.11%. Cette faiblesse est expliquée par la baisse des cours des matières premières tel que le pétrole, les métaux et les produits alimentaires. En outre, la densité de la population constitue un obstacle pour le développement de la région.

La contribution des IDE à l'industrialisation est de 1.15% en Afrique de l'Ouest. Les pays de la région possèdent plusieurs motivée par le taux élevé des IDE au Nigéria et en Côte d'Ivoire. En effet, ces pays ont mis en place des politiques accès sur l'encouragement des investissements étrangers. La Côte d'Ivoire s'est caractérisée par la diversification de son industrie qui est basée sur des industries chimiques, des industries agroalimentaires et des industries extractives.

## 5 CONCLUSION

Le renforcement du secteur industriel représente, pour l'Afrique, le seul moyen pour rattraper son retard et assurer son développement. En effet, l'industrialisation accroît la capacité des pays à assurer une position dominante à l'échelle internationale. Selon M.Nadulu (2014), l'Afrique doit favoriser l'industrialisation à forte intensité de main d'œuvre.

D'après la littérature il existe un lien étroit entre la valeur ajoutée manufacturière et l'IDE. Ce dernier représente un facteur déterminant de l'industrialisation du continent. D'après Jean-Claude Brou (2014), ministre de l'industrie et des mines en Côte d'Ivoire « toute la difficulté désormais pour l'Afrique va consister certes à investir davantage mais, surtout, à investir de manière plus judicieuse ». De plus, L'origine du sous développement du continent tient, en grande partie, au fait que les pays africains n'ont pas pu atteindre les niveaux d'investissements nécessaires. CNUCED (2014).

En effet, il ressort des différentes estimations que les IDE contribuent vraiment à l'industrialisation de l'Afrique. Cette contribution est forte avec la prise en compte des variables d'interactions. Sur la base de ces résultats, il est profitable aux pays africains d'intensifier les entrées des IDE afin d'assurer une transformation structurelle du continent. Pour ce faire, les autorités africaines doivent consolider la stabilité politique et macroéconomique en réduisant le risque et l'incertitude des investisseurs étrangers. Selon la CNUCED (2014), les décideurs africains doivent veiller à promouvoir l'IDE pour que celui-ci soit un moteur efficace de transformation économique en Afrique.

## REFERENCES

- [1] Alassane Bâ (2015). « Pourquoi la question des infrastructures est incontournable en Afrique », *Le Monde*, 31 juillet 2015
- [2] Amara, M., & Thabet, K. (2012). Structure industrielle et développement local du littoral tunisien, 1998-2004. *Mondes en développement*, (1), 119-136.
- [3] Athukorala, P., & Menon, J. (1996). Foreign investment and industrialization in Malaysia: exports, employment and spillovers. *Asian Economic Journal*, 10(1), 29-44.
- [4] Aubin, C., Berdot, J. P., Goyeau, D., & Léonard, J. (2006). Investissements directs américains et européens dans les PECO. *Revue économique*, 57(4), 771-792.
- [5] Benassy-Quere, A., Fontagne, L., & Lahreche-Revil, A. (2001). Stratégie de change et attraction des investissements directs en Méditerranée. *Revue d'économie du développement*, (4), 3-30.
- [6] Bikoué, S. M. (2010). Industrialisation par substitution des importations en Afrique et compétitivité internationale: une revue critique. *Repenser les économies africaines pour le développement*, CODESRIA, 103-119.
- [7] Bouoiyour, J. (2006). Productivité du travail, capital humain et écart technologique dans les industries manufacturières marocaines. University Library of Munich, Germany.
- [8] Bouoiyour, J., & Toufik, S. (2007). L'impact des investissements directs étrangers et du capital humain sur la productivité des industries manufacturières marocaines. *Région et développement*, 25, 115-136.
- [9] Chavagneux, C. (2005). Quel avenir pour l'aide au développement? *L'Économie politique*, (4), 6-15.
- [10] Chen, Y., & Démurger, S. (2002). Foreign direct investment and manufacturing productivity in China. CEPII Research Project. April.
- [11] Cheru, F. (1992). Structural adjustment, primary resource trade and sustainable development in sub-Saharan Africa. *World Development*, 20(4), 497-512.
- [12] Collier, P., & Venables, A. J. (2007). Rethinking trade preferences: how Africa can diversify its exports. *The World Economy*, 30(8), 1326-1345.
- [13] Deng, X., Huang, J., Rozelle, S., & Uchida, E. (2008). Growth, population and industrialization, and urban land expansion of China. *Journal of Urban Economics*, 63(1), 96-115.

- [14] Diarra, B. M. (2008). Le rôle du capital humain dans la stratégie d'industrialisation en Corée du Sud et au Mali: une étude comparée (No. 58). Aix-Marseille Université, CERGAM.
- [15] Elson, D. (1995). Gender awareness in modeling structural adjustment. *World Development*, 23(11), 1851-1868.
- [16] Emmanuel Martin (2012). L'industrialisation, condition du développement de l'Afrique ? (Libre Afrique 19nov2012)
- [17] Gui-Diby, S. L. (2016). Essays on the Impact of Foreign Direct Investments in Africa (Doctoral dissertation, Université d'Auvergne-Clermont-Ferrand I).
- [18] Herbst, J. (1990). The structural adjustment of politics in Africa. *World Development*, 18(7), 949-958.
- [19] Jekki, H. (2000). L'investissement direct étranger dans le secteur manufacturier au Maroc. Quels impacts et quelles perspectives? (Doctoral dissertation, Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale (Nice)).
- [20] Kohpaiboon, A. (2003). Foreign trade regimes and the FDI-growth nexus: A case study of Thailand. *The Journal of Development Studies*, 40(2), 55-69.
- [21] Lall, S. (1992). Technological capabilities and industrialization. *World development*, 20(2), 165-186.
- [22] Lloyd, P. J. (1996). The role of foreign investment in the success of Asian industrialization. *Journal of Asian Economics*, 7(3), 407-433.
- [23] Marchand, L., & Lauzon, N. (2004). L'apprentissage en ligne en milieu manufacturier: une valeur ajoutée? *Gestion*, 29(1), 59-66.
- [24] Mbembe, A. (1990). Pouvoir, violence et accumulation. *Politique africaine*, (39), 7-24.
- [25] Mendes, A. P. F., Bertella, M. A., & Teixeira, R. F. (2014). Industrialization in Sub-Saharan Africa and import substitution policy. *Revista de Economia Política*, 34(1), 120-138.
- [26] Nguyen, B. D. (2010). Stratégie industrielle des pays asiatiques en transition: le cas du Vietnam (Doctoral dissertation, Paris 13).
- [27] Nkoa, B. E. O. (2016). Investissements directs étrangers et industrialisation de l'Afrique: un nouveau regard. *Innovations*, (3), 173-196.
- [28] Shujie, Y., Genfu, F., & Kailei, W. (2006). Economic Growth in the Presence of FDI: The Perspective of Newly Industrializing Economies [J]. *Economic Research Journal*, 12, 35-46.
- [29] Tilman Altenburg (2011). Industrial Policy in Developing Countries Overview and lessons from seven country cases.
- [30] Tran, T. A. D. (2001). Stratégie de promotion des exportations et ajustement macroéconomique. *Economie internationale*, (2), 3-25.
- [31] BAD (2011). La Chine et l'Afrique : Un nouveau partenariat pour le développement ?
- [32] BAD (2015). Les Assemblées annuelles 2015 de la BAD à Abidjan : les enregistrements en ligne sont ouverts (16/03/2015)
- [33] BAD et FAD (2011). Afrique Centrale : document de stratégie d'intégration régionale (DSIR) 2011-2015.
- [34] BM (2014). L'essor de l'Afrique : un potentiel immense sur fond de croissance et d'inégalités (14 avril 2014).
- [35] BM (2015). Forum Investir en Afrique : Nouer des partenariats pour accélérer l'investissement, l'industrialisation et les résultats en Afrique.
- [36] BM (2015). Industries extractives - Vue d'ensemble
- [37] BM (2015). Les perspectives pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord - 05 Octobre 2015.
- [38] CNUCED (2006). Rapport sur les pays les moins avancés.
- [39] CNUCED (2014). Catalyser l'investissement pour une croissance transformatrice en Afrique.
- [40] CNUCED (2014). L'investissement étranger direct en Afrique reste vigoureux, notamment grâce aux investissements intra-africains, selon un rapport de la CNUCED.
- [41] CNUCED et ONUDI (2011). Le développement économique en Afrique rapport 2011 Promouvoir le développement industriel en Afrique dans le nouvel environnement mondial.
- [42] CNUCED et ONUDI (2011). Promouvoir le développement industriel en Afrique dans le nouvel environnement mondial.
- [43] Nations Unies : commission économique pour l'Afrique (2009). Les Economies de l'Afrique Centrale 2009: Vue d'ensemble
- [44] Nations Unies : commission économique pour l'Afrique (2014). L'industrialisation au service du développement inclusif et de la transformation en Afrique.
- [45] OCDE (2002). L'investissement direct étranger au service du développement OPTIMISER LES AVANTAGES MINIMISER LES COÛTS.
- [46] OCDE (2013). Africa forum 2013 MEDIA REVIEW
- [47] OCDE (2014). L'investissement direct étranger au service du développement OPTIMISER LES AVANTAGES MINIMISER LES COÛTS.